

Interfaces

Coopération et solidarité internationale

en Bourgogne-Franche-Comté



DOSSIER

La coopération et la solidarité internationale au coeur des territoires ruraux de Bourgogne-Franche-Comté

Actualités

Paroles d'acteurs

« L'histoire du Jura est fortement marquée par les mouvements coopératifs et solidaires » par Christine RIOTTE, Vice-présidente du Département du Jura

Débroussaillons

Le Service Civique à l'International et en Réciprocité

Vos initiatives

8 jeunes nigériens se forment aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration à Chagny (71)

Le minibus de l'espoir : une campagne de financement participatif réussie !

Édito



L'égalité entre les peuples ne peut se concevoir qu'à travers une prise de conscience que chaque être se vaut. Ne naissons nous pas tous libres et égaux en droits et en dignité ?

Chacun, dans ses actes quotidiens, dans une implication permanente au sein d'une association, d'un collectif ou d'une collectivité peut y contribuer.

Si des centaines de personnes prennent le risque de perdre la vie engloutis par la Méditerranée, c'est par quête d'égalité de liberté et de dignité. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une coopération euro-méditerranéenne basée principalement sur la gestion de nos frontières quand dans le même temps des millions d'individus croulent sous les bombes, la faim ou la soif.

Notre région regorge d'initiatives qui dépassent le champ lexical de la coopération et de la solidarité internationale. La fraternité, l'amitié, l'épanouissement, l'émancipation en sont le ferment. Et c'est tant mieux !

Ce principe selon lequel chaque être se vaut est agressé encore trop souvent dans notre environnement proche, comme il y a quelques semaines à Beaune, par le racisme parfois trop « ordinaire ». Il faut le condamner toujours et le combattre sans relâche.

Certains oublient trop souvent que nous constituons tous l'Humanité qui, ne leur en déplaît, est une et indivisible.

Par l'engagement de centaines d'acteurs organisés sur notre territoire, nous œuvrons tous pour ce graal de l'égalité, mais également pour la justice et l'équité, qui pour tous les lecteurs de notre revue veut dire beaucoup.

Hicham BOUJLILAT,

Président de Bourgogne-Franche-Comté International,
Conseiller régional délégué aux mutations économiques

Sommaire

3 Actualités

8 Paroles d'acteurs

« L'histoire du Jura est fortement marquée par les mouvements coopératifs et solidaires » par Christine Riotte, Vice-présidente du Département du Jura

9 Débroussaillons

Comment construire une mission de Service Civique à l'International et en Réciprocité ?

13 Dossier

La coopération et la solidarité internationale au coeur des territoires ruraux de Bourgogne-Franche-Comté

24 Vos initiatives

8 jeunes nigériens se forment aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration à Chagny (71)
Le minibus de l'espoir : une campagne de financement participatif réussie !

26 Les administrateurs de BFC International

27 L'équipe technique

28 Les membres de BFC International



Bienvenue à nos nouveaux membres !

ANAJA - TÉMOIGNER, RÉPONDRE (70)

Créée en 2015, l'association a pour objet la promotion de la solidarité entre les êtres humains en tout domaine. Elle vise l'épanouissement économique, social, moral, intellectuel, culturel et spirituel de toutes et de tous, quels que soient leur origine et leur milieu de vie. En ce sens, ANAJA promeut les échanges culturels, le statut de la femme et soutient des activités de microcrédit. Elle mène également des projets de solidarité sociale pour assurer des bourses d'étude et du parrainage à distance.

Contact :

1 rue André Launay - 70700 Héricourt
Courriel : anajaf@gmail.com

VILLE D'AUXERRE (89)

Préfecture de l'Yonne, la Ville d'Auxerre comptait 34 843 habitants au 1^{er} janvier 2017. La Ville s'engage à l'international en s'appuyant notamment sur la Maison des jumelages, de la francophonie et des échanges internationaux qui entretient des coopérations avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Pologne et le Bénin.

Contact :

15 rue Marie-Noël - 89000 Auxerre
Courriel : jumelages.auxerre@orange.fr

CITÉ DU MOT EPCC (58)

Installée au sein d'un exceptionnel site prieural au cœur de la Charité-sur-Loire, la Cité du Mot est un Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) orienté autour du Mot « sous toutes ses formes ». Il mène des projets mêlant patrimoine, culture, éducation, lien social, tourisme, ouverture au monde et développe des coopérations avec différents acteurs et artistes du monde entier.

Contact :

8 cour du Château - 58400 La Charité-sur-Loire
Courriel : info@citedumot.fr

KIFRAGANIBASAWA (25)

Créée en début d'année 2018, l'association a pour objectifs d'organiser des échanges culturels et linguistiques et de créer de nouvelles formes d'expressions. Kifraganibasawa produit et diffuse des spectacles dans les domaines du chant, de la danse traditionnelle, des contes et des réalités actuelles de l'Afrique.

Contact :

15 Grande Rue - 25310 Villars-lès-Blamont
Courriel : kifraganibasawa@gmail.com

LYCÉE CARNOT DE DIJON (21)

Engagé depuis plusieurs années dans le dispositif des Tandems Solidaires, le lycée Carnot de Dijon inscrit l'ouverture internationale de ses élèves dans son projet d'établissement. L'année dernière le lycée a impulsé un projet de coopération avec le lycée de San José au Costa Rica autour de la thématique des énergies renouvelables, un partenariat qui permettra la mobilité réciproque des élèves dijonnais et de San José.

Contact :

Mme Sandra DELOGET, professeur d'espagnol
Courriel : sandra.deloget123@orange.fr

MIEUX VIVRE AU FERLO (70)

Association Vésulienne fondée en 2013, son objectif est de faire connaître la région pastorale du Ferlo, à l'est du Sénégal. Mieux vivre au Ferlo apporte une aide quelle que soit sa nature (conseil, recherche de solutions, finances, facilitation de démarches, etc.) dans le cadre de projets contribuant à l'essor de cette région. Elle se veut être un interlocuteur aux côtés des habitants pour prendre en charge et suivre les diverses démarches susceptibles d'être engagées.

Contact :

8 rue Blériot - 70000 Vesoul
Courriel : ruffin.thimbo@orange.fr

NIEPCE SOLIDARITÉ MAROC (71)

Association chalonnaise fondée en 2011, elle a pour but de venir en aide aux enfants du désert marocain en leur apportant un soutien logistique dans un cadre humanitaire et solidaire. L'association recueille des dons tels que vêtements, chaussures, fournitures scolaires, jouets, matériels de puériculture, etc. qu'elle achemine dans le grand sud marocain (Merzouga) et qu'elle redistribue dans les écoles, les crèches et auprès des nomades qui ne sont pas accompagnés par les associations locales.

Contact :

34, rue de St Jean des Vignes - 71100 Chalon-sur-Saône
Courriel : lagneau.pascal@orange.fr

SOLIDARITÉ BURKINA (90)

Association belfortaine créée en 1986, elle aide à l'éducation des enfants de deux communes du Burkina Faso par le parrainage d'enfants défavorisés, la sensibilisation à la santé et à l'hygiène. L'association sensibilise également la population française à ces problématiques et favorise les échanges entre les deux pays.

Contact :

2 rue Melville - 90000 Belfort
Courriel : solidarite-burkina@orange.fr

SOS REFOULEMENT (21)

Née en 2015, le collectif accompagne et défend les droits et intérêts matériels et moraux des demandeurs d'asile, des étrangers et des migrants. Elle informe et sensibilise l'opinion publique sur ces questions.

Contact :

2 rue des Corroyeurs Maison des Associations - 21000 Dijon
Courriel : sosrefoulement@gmail.com



Tandems Solidaires : recueil d'initiatives d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale

Quelle place occupe aujourd'hui la démarche pédagogique d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale au sein de l'Éducation Nationale ? Comment développer cette démarche au sein d'un établissement scolaire ? Quels partenaires associer ? Quel type de projets mener et avec quel groupe d'élèves ? Sur quelle thématique ?

C'est à toutes ces questions que le **nouveau guide « Tandems Solidaires : recueil d'initiatives d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale »**, tente de répondre. Ce guide est à destination des **enseignants, chefs d'établissements, élus, agents territoriaux et responsables des politiques publiques de l'éducation, de l'action internationale et du développement durable**, des **professionnels et bénévoles** du milieu associatif et de toutes personnes désireuses de s'engager dans une démarche d'éducation à la citoyenneté mondiale. Il constitue un **outil de capitalisation** du dispositif des Tandems Solidaires **existant depuis 10 ans** sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté.

Il contient des repères sur les textes officiels et les grandes orientations de l'Éducation Nationale dans lesquels l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale s'inscrit, une **présentation détaillée** du dispositif des Tandems Solidaires, de son **fonctionnement** et des **bénéfices** pour les différents partenaires qui s'y investissent, des **fiches-projets** permettant d'illustrer la diversité des thématiques traitées au sein des projets des Tandems Solidaires, en lien aux **ODD**, la richesse de la complémentarité du travail entre les équipes pédagogiques et les associations du territoire, la possibilité d'initier une démarche d'ECM pour un public d'âge varié.

Cette publication est le fruit d'un travail de capitalisation qui a duré plus d'un an et qui a associé tous les partenaires du dispositif à savoir : les **académies de Dijon et de Besançon**, la **région Bourgogne-Franche-Comté**, les **départements du Jura et du Territoire de Belfort**, la **Ville de Belfort** et le réseau **BFC International**, en partenariat avec son homologue **Occitanie Coopération**. ■

Bilan 2017

Une fusion réussie et un développement continu des activités

285 porteurs de projets accompagnés en rendez-vous individuel

256 participants aux formations pour **25** sessions organisées

127 participants aux groupes de travail pour **9** rencontres et **6** groupes de travail organisés

93 participants aux rencontres régionales pour **2** rencontres organisées

67 participants aux temps d'information et d'échanges pour **7** TIE organisés.

2 413 acteurs de la coopération et de la solidarité internationale identifiés en Bourgogne-Franche-Comté.

Le rapport d'activités 2017 détaillé est disponible en téléchargement sur notre site Internet : www.bfc-international.org

RAPPEL

Le dispositif des **Tandems Solidaires** donne l'occasion à des élèves de maternelle-primaire-collège-lycée de **participer activement à un projet d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale** aux côtés d'une association qui œuvre dans ce domaine.

Vous êtes membre d'une association ou d'une équipe pédagogique sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté et seriez intéressés pour rejoindre le dispositif pour l'édition 2018-2019 ?

N'hésitez pas à prendre contact avec Mme Agathe PROCAR !
Courriel : agathe.procar@bfc-international.org
Tél : 06.01.81.62.39 / 09.83.20.12.03



Promouvoir l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale, sa démarche, ses acteurs et ses ressources en Bourgogne-Franche-Comté

Depuis sa création, le réseau BFC International accompagne tous les acteurs du territoire qui le souhaitent dans le **développement de leurs pratiques d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale**. En effet, de nombreux éducateurs (enseignants, bénévoles d'associations, animateurs jeunesse) mais aussi de nombreux agents et représentants de collectivités territoriales se saisissent aujourd'hui de cette démarche pour accompagner les publics avec lesquels ils travaillent à **s'ouvrir au monde et à considérer l'altérité comme une richesse**.

L'**accompagnement** du réseau BFC International passe par l'**animation de formations**, par l'**organisation de rencontres et de groupes de travail** dédiés à ces questions ou encore par la recherche d'**outils pédagogiques adaptés**.

Le territoire régional dispose aujourd'hui de son propre dispositif d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale en milieu scolaire : les « **Tandems Solidaires** », coordonné par BFC International, en partenariat avec les académies de Dijon et Besançon, la région

Bourgogne-Franche-Comté, les Conseils Départementaux du Jura et du Territoire de Belfort et la Ville de Belfort.

Cette année, ce sont **40 projets** qui ont été accompagnés de la maternelle au lycée, avec un nouveau cap franchi : **plus de 5000 élèves impliqués** dans le dispositif depuis sa création, la constitution d'un **comité de pilotage régional « multi-acteurs »**, et l'accueil d'une volontaire en service civique pour accompagner toute cette dynamique. ■



ZOOM sur la mission de service civique de Coline

« Je suis volontaire en service civique au sein du réseau depuis janvier 2018 sur une mission axée sur le soutien au développement des pratiques d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale en Bourgogne-Franche-Comté. De par mon parcours universitaire en Psychologie, je n'ai pas été spécifiquement formée aux thématiques de coopération et de solidarité internationale, cependant c'est par mon engagement personnel que j'ai été sensibilisée aux réalités et aux inégalités de notre société (interculturalité, lutte pour l'égalité des genres, etc.). C'est d'ailleurs grâce à mon investissement au sein de l'ADAH, une association étudiante de solidarité internationale, membre de BFC International, que j'ai découvert la structure.

Je suis ravie de pouvoir aujourd'hui, avant de poursuivre mon chemin vers un master de Psychologie Interculturelle, contribuer à petite échelle à la pérennisation des outils et dispositifs que le réseau coordonne.

Le dispositif des Tandems Solidaires est au cœur des nombreuses activités sur lesquelles j'ai été impliquée (rencontre des différents Tandems en région, valorisation des projets menés, recensement de la centaine d'associations du territoire engagées au sein du dispositif depuis sa création, organisation du bilan à mi-parcours du dispositif avec les acteurs, etc.). Ma mission ne s'arrête cependant pas là : j'ai aussi pu mettre en valeur des ressources pédagogiques spécifiques à la démarche d'éducation à la citoyenneté et même faciliter leur accessibilité avec la création d'une mallette pédagogique sur le thème de l'accès à l'éducation en partenariat avec Canopé Bourgogne-Franche-Comté. L'un des points d'orgue final de cette mission a été l'organisation des « Rencontres Régionales de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale » qui ont eu lieu le 14 juin à Lons le Saunier avec pour thème cette année : « Racines et Parcours : se construire à travers la citoyenneté mondiale ».



Festival des Solidarités 2018

20 territoires unis pour préserver et partager les ressources vitales !

Pour la deuxième édition du Festival des Solidarités, qui se déroulera du **16 novembre au 2 décembre 2018**, la Bourgogne-Franche-Comté se mobilise à nouveau, avec **20 territoires** qui se préparent à organiser des manifestations. La thématique « **Préervons et partageons nos ressources vitales** » a cette année été retenue comme fil rouge régional.

En 2018, de nouveaux territoires rejoignent la dynamique collective, notamment dans la Nièvre à La Charité-sur-Loire (sous l'impulsion de l'Établissement Public de Coopération Culturelle La Cité du Mot) et à Nevers (sous l'impulsion du Collectif Solidarité Nivernais), mais aussi en Saône-et-Loire sur le territoire de la Communauté de Communes du Grand Autunois Morvan. 2018 marquera aussi le retour du **Festival Afrik'au cœur**, programmé à Auxerre et ses environs dans l'Yonne, dont la marraine sera l'humoriste Roukyata Quadreaogo.

« **SEUL ON VA PLUS VITE, ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN** »

La force du Festival des Solidarités, c'est la recherche d'une **construction collective** et sa capacité à fédérer. « Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin » nous rappelle ce proverbe africain qui résume l'état d'esprit des acteurs engagés dans cette

manifestation aujourd'hui structurée aux niveaux local, régional et national. **L'enjeu : montrer que la solidarité est l'affaire de toutes et tous.** Ensemble, à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté, ils porteront deux projets communs : une thématique commune et la tournée d'un spectacle de sensibilisation.

PRÉSERVONS ET PARTAGEONS NOS RESSOURCES VITALES

La thématique commune abordera de façon transversale, la **gestion des ressources naturelles** (eau, air, énergie, etc.) ou immatérielles (patrimoine, etc.) dans l'optique de sensibiliser à leur préservation et à leur accessibilité pour tous. Également appelés les "biens communs", elles sont aujourd'hui dégradées, sources d'inégalités majeures ou de conflits, et pleinement liées aux enjeux de la réduction de la pauvreté dans le monde et à la lutte contre les dérèglements climatiques. **La préservation de ces ressources** est une des cibles de la réalisation des **Objectifs de Développement Durable (ODD)**. L'**Objectif 17** souligne également l'importance d'identifier des pistes d'action concrètes et d'informer nos concitoyens pour qu'ils puissent mieux appréhender la complexité de ces enjeux locaux et internationaux.

LES AUTRUCHES – « À LA RECHERCHE DE L'OR BLEU », UNE CRÉATION DE LA COMPAGNIE ZYGOMATIC

La tournée régionale abordera plus spécifiquement la question de l'eau. Source de vie, elle est chaque jour menacée davantage. Alors que l'ONU estime que **40% de la population mondiale pourrait se retrouver en situation de stress hydrique** à l'horizon 2030, la gestion de l'eau à travers le monde est un enjeu majeur pour les sociétés civiles, entreprises et gouvernants du monde entier. Grâce au **soutien financier de la Région Bourgogne-Franche-Comté**, de l'**Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse**, à la **coordination de BFC International** et à la **mobilisation des collectifs locaux d'animation**, **16 représentations** seront programmées sur l'ensemble du territoire régional, à destination de tous et toutes. Plaçant l'humour au service de l'humain, la **compagnie Zygomatic** proposera une **création inédite** spécialement pour la Bourgogne-Franche-Comté, mettant en lumière les interdépendances et les paradoxes qui peuvent entourer **le rapport de nos sociétés à l'eau**. ■

POUR ALLER PLUS LOIN

En savoir plus sur la Compagnie Zygomatic : www.compagniezygomatic.com

Pour participer à l'édition 2018, il n'est pas trop tard ! Retrouvez les coordonnées de tous les collectifs de la région sur notre site internet www.bfc-international.org, rubrique « Festival des Solidarités ».

En recherche d'inspiration, d'idées d'animations ou d'outils pédagogiques ? Ressourcez-vous dans la rubrique dédiée du site national : <https://www.festivaldessolidarites.org/outils-animation>

Pour tout renseignement : Mme Eléa BARDEAU (elea.bardeau@bfc-international.org) / 03.81.66.52.38 / 06.52.26.43.29



Affiche 2018

Village d'Asie : une manifestation citoyenne et durable

Les 29 et 30 septembre à la Filature, Audincourt



Village d'Asie, Audincourt - 2017

Collectif associatif depuis 2008 puis association fondée en 2014, **Village d'Asie** est soutenue par la **Région Bourgogne Franche-Comté** et la **municipalité d'Audincourt (25400)**. Créée par des associations locales qui portent des projets de développement solidaire en Asie, elle s'est rapidement ouverte à d'autres thématiques : défense des droits de l'Homme, pratiques énergétiques et de bien-être, culture.

L'évènement « Village d'Asie » propose un **lieu de rencontre, d'échanges et de divertissements** au public majoritairement familial. L'entrée et la plupart des activités sont gratuites.

La grande salle qui accueille l'évènement est organisée comme un **village** avec sa place autour de la scène, ses « rues » animées comme celles d'un marché, ses espaces calmes et son « caf'thé » détente.

Les stands dans les «rues» permettent avant tout aux associations de **promouvoir leurs valeurs et leurs actions de développement solidaire**, d'exposer de l'artisanat, des photos. Entre les stands, des ateliers sont ouverts le dimanche aux petits et grands qui peuvent ainsi découvrir, faire, apprendre tout en se divertissant : mandalas, origamis, kamishibai, tai-chi, les propositions sont variées !

Ce collectif s'est créé avec l'**objectif principal de partager avec les habitants de l'agglomération du pays de Montbéliard et plus largement de l'aire urbaine, leurs connaissances sur les cultures d'Asie et les enjeux de développement.**

Il travaille tout au long de l'année à travers des **rencontres régulières** entre les associations pour l'organisation de la manifestation Village d'Asie, la définition de la thématique inscrite dans une démarche de développement durable et la communication autour du Village. Chacun apporte ses idées et ses compétences, discute des choix, propose de nouvelles associations à inviter. Ce travail a permis de créer un réseau dans un **esprit coopératif d'acteurs solidaires.**

La manifestation Village d'Asie est devenue un rendez-vous annuel très attendu par les familles, parents comme enfants. **Sa 9^e édition aura lieu les 29 et 30 septembre 2018, à La Filature à Audincourt**, comme en 2017. Cette année, le thème retenu est : « **Femmes, actrices de développement** ». ■

**VILLAGE D'ASIE
EDITION 2017
EN QUELQUES CHIFFRES**

**25 ASSOCIATIONS
ET STRUCTURES**

**8 SPECTACLES
SUR SCÈNE**

14 ATELIERS

2100 VISITEURS



Affiche 2018

« L'histoire du Jura est fortement marquée par les mouvements coopératifs et solidaires »

Par Christine Riotte, Vice-présidente du Département du Jura

L'histoire de notre région et notamment celle du département du Jura est fortement marquée par les activités et les mouvements coopératifs et solidaires.

Ces pratiques trouvent aujourd'hui écho dans les concepts de Responsabilité Sociétale des Entreprises, d'Economie Sociale et Solidaire (ESS), d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale (ECM), d'engagement associatif, d'animation locale des territoires. Le département du Jura, par sa compétence réaffirmée en matière de **solidarité humaine et territoriale**, maintient son engagement au titre de sa politique publique de Solidarité Internationale.

Le budget alloué à cette politique départementale est mobilisé de la manière suivante :

- **l'adhésion au nouveau Réseau Régional Multi-Acteurs de la Coopération et de la Solidarité Internationale BFC International ;**

- **le soutien aux projets d'aide au développement** portés par les acteurs associatifs ;

- **la sensibilisation des élèves des collèges** dans le cadre du programme scolaire d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale.

La transversalité des actions, l'effet levier recherché avec de nombreux partenaires (Région, Rectorat, Agence de l'Eau, ...), la mise en réseau d'acteurs d'horizons variés, guident l'action de notre collectivité.

283 acteurs jurassiens sont recensés par le réseau comme intervenants dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale.

Ces derniers sont investis, pour leur très grande majorité, dans des **projets menés auprès des populations en Afrique Subsaharienne et francophone** mais également dans les **pays du bassin méditerranéen, de l'Europe centrale et occidentale, en Asie, en Amérique du Nord et en Amérique Latine.**

35% des acteurs sont des associations / ONG de Solidarité Internationale. Ce taux atteint 70% si l'on inclut les acteurs

associatifs intervenant dans d'autres domaines (culture, éducation populaire, action sociale, développement local).

Les autres acteurs recensés sont issus du **secteur public** (services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, comités de jumelage, établissements d'enseignement ou de formation).

Notre nouvelle région fusionnée conserve les caractéristiques généralement admises de région rurale et industrielle. L'emprise territoriale de cette dernière implique de nouvelles méthodes de travail collaboratif.

La volonté et la nécessité de travailler dans le cadre d'un réseau structuré et multi-acteurs se sont donc imposées de façon naturelle.

Elle porte ses fruits aujourd'hui et permet l'émergence de projets reconnus comme exemplaires aux niveaux régional, national et européen.

Je citerai quelques exemples qui concernent notre collectivité.

L'animation locale des territoires mobilise de nombreux acteurs institutionnels et associatifs. Très souvent, les nombreuses manifestations organisées sur le territoire départemental génèrent des ressources financières permettant de mener des projets d'aide au développement.

La sensibilisation de la population locale aux enjeux de développement et de solidarité internationale se fait également naturellement lors de ces manifestations.

La sensibilisation du public scolaire est également une volonté affirmée de notre collectivité.

Deux dispositifs concourent à cette volonté : les campagnes citoyennes **Festival des Solidarités** et **AlimenTerre** et le dispositif d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale « **Tandems Solidaires** », par la tenue de manifestations au sein même des établissements.

Ce dernier dispositif, né d'une initiative associant le Rectorat et notamment le Département du Jura, permet le temps d'une année scolaire, une réflexion sur un thème de coopération et solidarité internationale entre

une classe de collège et une association. Les « Tandems » se voient aujourd'hui reconnus au niveau national puisque développés au sein d'autres réseaux multi-acteurs (Occitanie Coopération) mais également au niveau européen (LADDER) par l'octroi de financements pour communiquer et valoriser le dispositif.

En conclusion, les enjeux à venir seront **d'impliquer plus fortement le monde économique dans le domaine de la Coopération/Solidarité Internationale.**

Au-delà de la nécessaire recherche de compétitivité économique, les concepts de **Responsabilité Sociétale des Entreprises** et d'**Économie Sociale et Solidaire** peuvent être des leviers d'implications du monde de l'entreprise.

Le volet transfert de compétences peut également être adapté par la diversité des secteurs d'activité du tissu industriel jurassien. Des initiatives sont depuis de nombreuses années menées dans le domaine agricole notamment par l'AFDI (Agriculteurs Français et Développement International). Cette expérience mériterait et pourrait être rapidement capitalisable.

Enfin, le réseau BFC International aurait toute légitimité à faire lien entre les acteurs par exemple lors de salons économiques organisés en région. ■



Christine RIOTTE
Vice-présidente du
Département du Jura

Le baromètre 2018 de la coopération et solidarité internationale du Jura est disponible sur www.bfc-international.org

L'Engagement de Service Civique à l'International et en Réciprocité



L'Engagement de Service Civique à l'International (ESCI) et en Réciprocité (ESCR) est un dispositif de volontariat soutenu par l'Etat français et piloté par l'Agence Nationale du Service Civique. Il permet à un organisme d'envoyer un volontaire à l'étranger ou d'accueillir un volontaire international pour effectuer une mission d'intérêt général, de 6 à 12 mois, dans le cadre d'un projet de coopération internationale entre deux structures. Tout ou partie (au minimum 3 mois) de la mission doit se dérouler à l'étranger et seuls les organismes à but non lucratif (associations, fondations, etc.) et les organismes de droit public (collectivités, établissements d'enseignement et de formation, institutions, établissements publics à visée culturelle, etc.) peuvent envoyer ou

accueillir un volontaire en Service Civique à l'International et en Réciprocité. Ce dispositif est ouvert et accessible à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme ni de formation.

L'Engagement de Service Civique à l'International et en Réciprocité peut s'effectuer dans l'un des 9 domaines d'intervention suivants : culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence en cas de crise, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport. Il a vocation à mobiliser la jeunesse face à l'ampleur des défis sociaux et environnementaux à l'échelle globale en proposant aux jeunes une expérience d'engagement citoyen à l'international encadrée par deux structures – une structure d'accueil et une structure d'envoi. Dans le cadre de sa mission, le volontaire reçoit 473,04 € d'indemnité mensuelle prise en charge par l'Etat, et un complément d'indemnité, à hauteur de 107,58 €, versé en numéraire ou en nature par l'organisme porteur du projet en France.

Pour qui ?

Seuls les organismes à but non lucratif et les organismes de droit public peuvent envoyer ou accueillir un volontaire en Service Civique. Ce dispositif est ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap), sans condition de diplôme.

Pourquoi s'engager dans le Service Civique à l'International et en Réciprocité ?

- Pour permettre à un jeune de développer des compétences dans la coopération internationale et en terme d'ouverture d'esprit (langues, écoute, adaptabilité, appréhension de la différence, ouverture à la diversité, etc.)
- Pour renforcer un partenariat avec une structure à l'étranger
- Pour développer un projet directement sur le terrain
- Pour bénéficier d'un regard jeune et extérieur sur votre structure et vivre l'interculturalité au quotidien

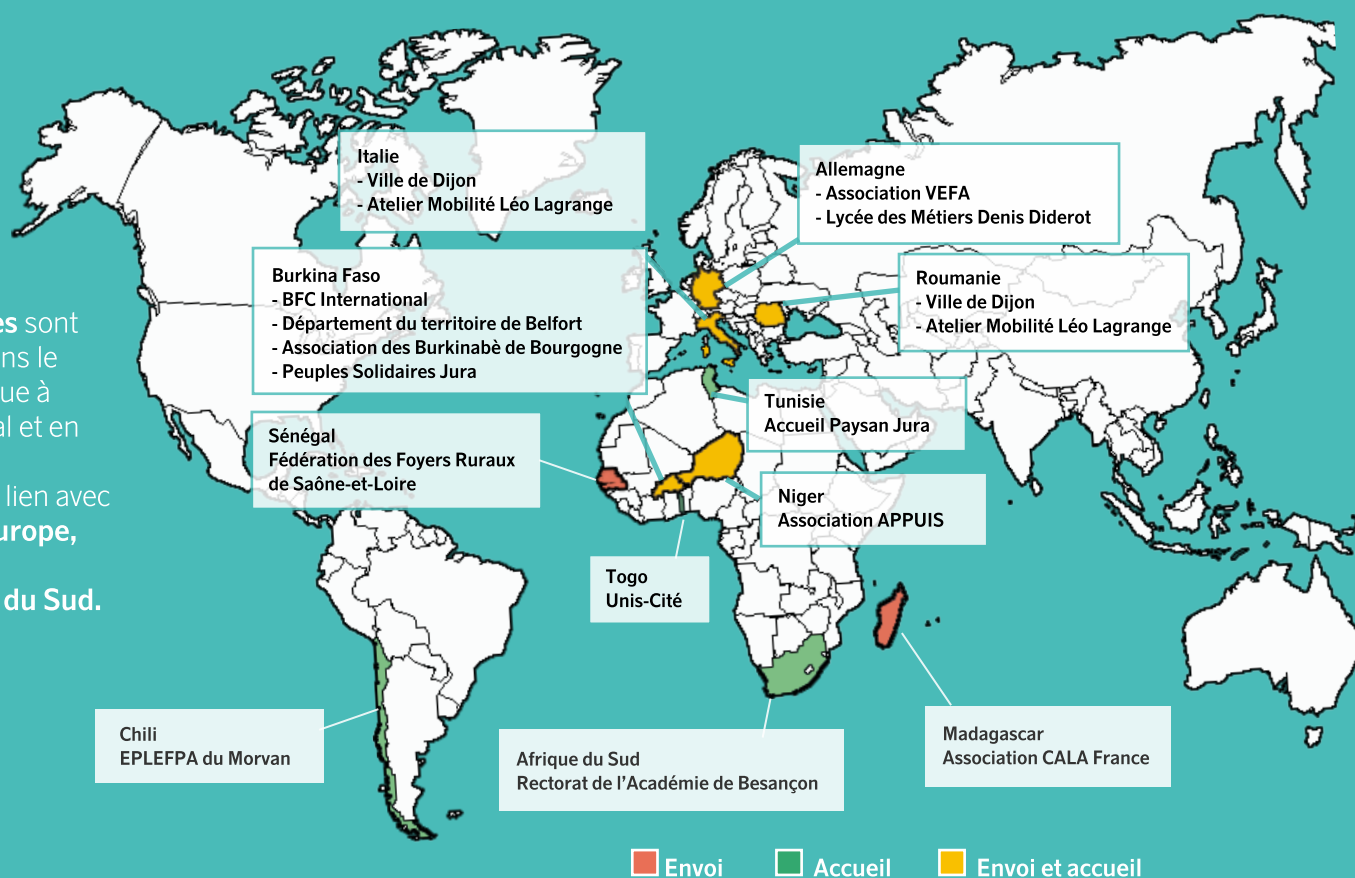
UNE ÉTUDE RÉGIONALE ET MULTI-ACTEURS POUR DÉVELOPPER LE DISPOSITIF EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

En Bourgogne-Franche-Comté, sur la période 2013-2017, on comptabilise d'après la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) de Bourgogne-Franche-Comté 10 335 volontaires, parmi lesquels plus de 240 jeunes français qui ont bénéficié d'une mission à l'étranger (185 en Allemagne, 31 en Afrique du Sud, 12 au Chili, 7 au Niger, 4 au Burkina, 2 en Roumanie, 1 à Madagascar, 1 au Sénégal, 1 au Togo et 1 en Italie), ce qui représente 2,34 % du total des volontaires sur cette période, soit une proportion sensiblement équivalente à la moyenne nationale, mais somme toute encore relativement faible !

Constatant le déficit de missions proposées par les structures de la région, la Région Bourgogne-Franche-Comté, la DRJSCS, l'Agence du Service Civique, France Volontaires, le CRIJ Bourgogne-Franche-Comté, Léo Lagrange Centre-Est, la DRAAF, le rectorat de l'Académie de Dijon, le rectorat de l'Académie de Besançon et le réseau BFC International se sont ainsi réunis en 2017 en un comité de pilotage multi-acteurs pour établir un état des lieux régional du dispositif, ciblant exclusivement les structures responsables ou potentiellement responsables de missions. Ainsi, une étude a été conduite de décembre 2017 à avril 2018 auprès de 61 structures dans le but d'identifier de manière précise les freins et les problématiques rencontrés par les structures du territoire régional et leurs responsables, et de proposer à terme des pistes d'actions concertées et concrètes afin de lever ces difficultés.

État des lieux : 15 structures actuellement engagées dans le cadre du dispositif en Bourgogne-Franche-Comté

15 structures sont engagées dans le Service Civique à l'International et en Réciprocité. Elles sont en lien avec 11 pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique du Sud.



RÉSULTATS DE L'ÉTUDE RÉGIONALE : PLUSIEURS OBSTACLES FREINENT LES ACTEURS...

Le principal frein identifié à l'engagement des organisations de la région réside d'abord dans la **complexité des démarches administratives**, souvent sous-estimées par les structures qui s'engagent. Le deuxième obstacle identifié concerne les **contraintes financières**, même si ces dernières se révèlent souvent moins importantes qu'elles n'avaient pu être imaginées au départ. De manière générale, le **manque global de connaissance et de compréhension du dispositif par les acteurs** est très largement évoqué, confortant le constat d'un déficit d'information et de communication sur l'ESCI et l'ESCR en région.

En termes d'accompagnement, les attentes exprimées par les acteurs concernent plus spécifiquement l'**appui à la construction et au suivi de missions**, la **mise en relation avec des partenaires – financeurs ou organismes partenaires à l'étranger** – et plus simplement, l'**obtention d'informations générales** grâce à des outils de communication. Les acteurs expriment également de façon large le **besoin de construire des missions de qualité**, qui seraient bénéfiques tant à leurs projets associatifs, qu'au jeune et à l'intérêt général. Ils insistent également sur la nécessité, pour développer le dispositif, de penser aux **moyens consacrés à l'accompagnement des structures** (conseil, formation des tuteurs, échanges de pratiques, mise en réseau des structures), ce qui souligne le **besoin de renforcer leurs capacités**.

Des particularités se dégagent naturellement entre les acteurs, qui n'ont pas tous les mêmes facilités pour s'engager dans ce dispositif. Ainsi, **selon la nature de la structure** (son statut, son réseau, ses ressources propres), **son degré d'engagement et d'expérience à l'international et dans le Service Civique** (niveau de connaissance du dispositif, formalisation ou non d'un partenariat à l'étranger, disposition ou non d'un agrément de Service Civique, capacité à assurer le suivi et la capitalisation de l'expérience, pays de la mission, situation sécuritaire du pays, présence ou non d'un Espace Volontariat de France Volontaires) et **le degré de maturation du projet en lui-même** (domaine d'intervention, contenu et objectifs de la mission), **les besoins et les attentes des acteurs peuvent fortement varier**. L'étude démontre que les acteurs considèrent qu'un projet d'ESCI ou d'ESCR sera plus facile à construire si la structure partenaire est située dans un pays européen ; tandis que pour des projets intercontinentaux plusieurs difficultés spécifiques se révèlent, relatives à des problématiques d'ordre interculturel (méconnaissance et éloignement plus important du territoire de coopération et du partenaire) ou aux démarches administratives (protection sociale, visa, passeports, etc.).

De façon commune à l'envoi de volontaires en ESCI ou à l'accueil de volontaires en ESCR, **la barrière de la langue est un obstacle soulevé par plusieurs structures enquêtées**, ce qui fait écho à une problématique régulièrement mise en lumière par les acteurs de l'éducation à l'échelle nationale. De même, un accompagnement individualisé et de proximité – conduisant notamment à une relation régulière avec un référent et des rendez-vous personnalisés – adapté aux situations de chacun, est très largement attendu. **Le besoin d'échanger avec des acteurs rencontrant les mêmes problématiques est, de façon quasi-unanime, évoqué comme une réponse possible** aux freins rencontrés par les structures.

Enfin, **les difficultés relatives à l'envoi de volontaires en ESCI sont différentes de celles rencontrées dans l'accueil de volontaires en ESCR**. En effet, l'accueil d'un volontaire international requiert obligatoirement, de la part de la structure française, une **implication logistique plus importante que pour l'envoi d'un volontaire à l'étranger**, tant pour la recherche d'un logement et d'un moyen de transport, que pour l'accompagnement et le suivi quotidien pour soutenir et veiller à l'intégration du volontaire en France. Cette particularité relative à l'ESCR ne doit pas être négligée, car elle conduit nécessairement à un engagement important de la structure d'accueil, tant sur le plan humain que sur le plan financier.

... MAIS LE DISPOSITIF DÉTIENT UN TRÈS FORT POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT

54% des acteurs enquêtés **pourraient s'engager dans le dispositif** « selon certaines conditions »

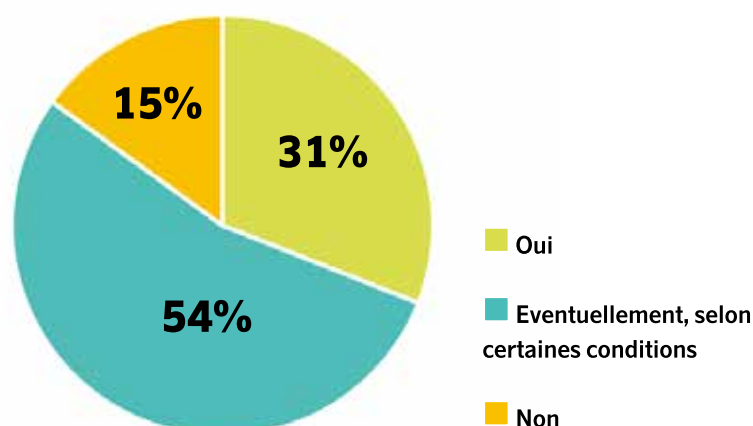
31% sont intéressés pour s'engager dans le dispositif

15% ne souhaitent pas s'engager dans le dispositif

41% des structures déclarent qu'elles **pourraient s'engager dans l'information et l'orientation** de jeunes **bourguignons-franc-comtois**

36% des structures déclarent qu'elles **pourraient s'engager dans l'information et l'orientation** de jeunes **internationaux**

Votre structure serait-elle intéressée pour envoyer ou accueillir des volontaires en Service Civique à l'International et en Réciprocité ?



ASSOCIATIONS, COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT... CONCRÈTEMENT, COMMENT CONSTRUIRE UNE MISSION DE SERVICE CIVIQUE À L'INTERNATIONAL ET EN RÉCIPROCITÉ

Les étapes pour construire une mission de Service Civique à l'International et en Réciprocité :

- **Identifier une structure partenaire** à l'étranger
- **Définir un projet** d'envoi ou d'accueil de volontaire avec votre partenaire (mission, calendrier, budget et prise en charge des frais, attentes et engagements de chaque structure)
- **Elaborer une fiche mission**, demander un agrément à l'Agence du Service Civique ou bénéficier d'une intermédiation via l'agrément d'une structure tierce
- **Diffuser l'offre de mission** sur le site de l'Agence du Service Civique et à travers le réseau de votre partenaire à l'étranger
- **Organiser des entretiens avec les candidats** et sélectionner un volontaire selon les critères du Service Civique (motivation, intérêt pour le domaine d'intervention)
- **Inscrire le volontaire à une formation au départ** pour préparer son expatriation
- **Soutenir le volontaire dans son installation**, l'accompagner dans les démarches administratives (visa, assurances, compte bancaire, etc.), identifier un logement
- **Accompagner le volontaire durant sa mission**, organiser des entretiens réguliers, favoriser la rencontre avec d'autres volontaires, l'accompagner dans son projet d'avenir
- **Valoriser la mission**, restituer les travaux accomplis en s'appuyant sur les réseaux Agitateurs de Mobilité, BFC International et les médias, valoriser les compétences du volontaire, l'encourager à témoigner

Conseils

Si les avantages du dispositif sont nombreux, plusieurs contraintes apparaissent dans la construction d'une mission de Service Civique à l'International et en Réciprocité. Il est indispensable d'**anticiper les problématiques liées aux démarches administratives**, à la **prise en charge du volontaire** et à son **intégration dans le pays d'accueil**. Chaque mission diffère selon son domaine d'intervention, son contenu et ses objectifs, la personnalité du volontaire, le pays de la structure partenaire et le contexte politique et sécuritaire. En ce sens, il est fortement recommandé de se rapprocher de BFC International, de France Volontaires et des institutions diplomatiques avant même de vous lancer dans la construction de votre mission, afin d'éviter bien des obstacles dans la mise en place de votre projet.

VOUS SOUHAITEZ ENVOYER OU ACCUEILLIR UN VOLONTAIRE EN SERVICE CIVIQUE À L'INTERNATIONAL ET EN RÉCIPROCITÉ ?

BFC International vous accompagne étape par étape !

BFC International propose un accompagnement individuel pour vous aider à élaborer une mission de Service Civique à l'International ou en Réciprocité.

Bénéficiaire de l'agrément de BFC International

L'intermédiation permet à une structure agréée par l'Agence du Service Civique de mettre son agrément à disposition d'une autre structure afin de faciliter l'accueil de volontaires. Cela inclut un accompagnement dans les démarches administratives, la définition de la mission et le suivi du volontaire. BFC International propose ce service gratuitement à toutes ses structures adhérentes souhaitant s'engager dans le Service Civique à l'International et en Réciprocité en Bourgogne-Franche-Comté.

POUR ALLER PLUS

LOIN : Retrouvez toutes les ressources documentaires sur les étapes de construction d'une mission de Service Civique à l'International et en Réciprocité ainsi que l'étude régionale sur : www.bfc-international.org / rubrique « Nos services » / « Mobilité et Volontariat ».

DOSSIER
LA COOPÉRATION
ET LA SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
AU COEUR DES TERRITOIRES
RURAUX DE BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ

La Bourgogne-Franche-Comté

EN BREF

Création

1er janvier 2016

Superficie

47 784 km²

Population

2 820 940 habitants (Source : INSEE)

Densité

50 habitants par km²

8 départements

La Côte d'Or, le Doubs, la Haute-Saône, le Jura, la Nièvre, la Saône-et-Loire, le Territoire de Belfort, l'Yonne

2412 acteurs de la coopération et de la solidarité internationale recensés

322 acteurs engagés dans le Festival des Solidarités en 2017

31 établissements engagés dans le dispositif des «Tandems Solidaires» en 2017-2018

L'INSEE faisait en 2015 le portrait de la Bourgogne-Franche-Comté et arrivait à la conclusion que deux traits majeurs la caractérisent nettement : **c'est une région rurale et industrielle**. Nous nous intéressons dans ce dossier à la **dimension rurale de la région et ses liens avec la coopération et la solidarité internationale**, et plus largement l'internationalisation de la Bourgogne-Franche-Comté avec les acteurs engagés dans ces domaines.

Avec 50 habitants au Km², la Bourgogne-Franche-Comté est l'une des régions de France les **moins densément peuplées**, devant la Corse et la Guyane. Avec une métropole d'environ 250 000 habitants et des villes moyennes sur son territoire, elle est également l'une des régions les **moins urbanisées du pays**. Cette configuration s'accompagne d'un **vieillessement notable de la population** (les 18-30 ans migrant vers les villes, notamment en dehors de la région) ce qui entraîne une croissance démographique faible. De plus, en termes de proximité des équipements pour les habitants, la Bourgogne-Franche-Comté est dans les dernières régions de France. Certaines zones peu peuplées comme le nord de la Haute-Saône et du Morvan possèdent des structures de santé et des établissements publics très éloignés des habitants.

Là où nous pourrions voir uniquement de sérieux handicaps au développement de la région et à son ouverture à l'extérieur, certains identifient également plusieurs leviers. Tout d'abord, **la ruralité de la région est accompagnée d'une qualité de vie très appréciée et de nombreux espaces verts préservés**. D'après l'INSEE, cette particularité entraîne une **structure sociale plus homogène**. En effet, contrairement aux territoires comme Occitanie ou Auvergne-Rhône-Alpes, qui s'appuient sur de grandes métropoles urbaines qui pourraient générer en elles-mêmes et en comparaison aux zones rurales de leurs régions respectives, des inégalités importantes, la Bourgogne-Franche-Comté serait moins sujette à cette distorsion. **Ainsi, l'écart entre les pauvres et les riches y est moins important.**

Par ailleurs, la région Bourgogne-Franche-Comté est une **région agricole**. Elle est classée 4^{ème} pourvoyeuse d'emplois dans ce secteur en France. Ses productions agricoles, basées notamment sur des labels de qualité (vins, fromages, etc.), sont stables face aux fluctuations économiques et sont de **véritables leviers pour l'image et l'économie du territoire régional**.

Faut-il voir dans la ruralité un atout pour développer la solidarité à l'échelle locale comme à l'échelle internationale ? À quelles contraintes spécifiques une région rurale est-elle confrontée pour mener des actions de coopération et de solidarité internationale ? Comment vit-on la coopération et la solidarité internationale dans les territoires ruraux ? Qui sont les acteurs du monde rural qui s'engagent dans la coopération et la solidarité internationale ? Quelles sont leurs motivations et leurs attentes ? En quoi les projets de coopération et de solidarité internationale peuvent-ils constituer des leviers au développement des territoires ruraux ? Quelles sont les spécificités des projets de coopération et de solidarité internationale menés sur les territoires ruraux ? Comment s'appuyer sur la coopération et la solidarité internationale pour favoriser davantage la cohésion sociale, la solidarité et le vivre ensemble ? Quelle cohérence d'action et quel maillage entre les territoires de Bourgogne-Franche-Comté et avec leur métropole régionale ? Quels sont les moyens mis en œuvre par les collectivités et institutions pour développer la coopération et la solidarité internationale sur ces territoires ?

Les témoignages des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale en Bourgogne-Franche-Comté apporteront dans ce dossier des éléments de réponses, vous offrant ainsi une vue d'ensemble d'actions concrètes mises en œuvre sur notre territoire ainsi que leurs impacts sur la population.



Remise Europass - 2017

La mobilité internationale des jeunes des Maisons Familiales Rurales, un atout pour leur formation et pour nos territoires

Par Jean-Yves Métin, chargé de mission Formation Continue - Erasmus - EMA, Fédération régionale des familles rurales

Le réseau des MFR travaille depuis plus de 50 ans à la coopération internationale afin d'aider au développement des territoires ruraux de nombreux pays en Afrique, en Amérique Latine, en Asie et aussi en Europe de l'Est. Les MFR **favorisent le développement des territoires** principalement par la mise en place de formations pratiques auprès des jeunes et des adultes de ces territoires.

La Fédération Régionale de Bourgogne-Franche-Comté travaille plus particulièrement avec les 4 **MFR de la République Démocratique du Congo (RDC)** afin de les aider à structurer et renforcer la gouvernance associative, dans l'objectif de développer des formations rurales efficaces et reconnues par les pouvoirs publics congolais. Nous avons également appuyé la naissance de l'Union nationale des MFR de RDC, utile à l'animation du réseau, au plaidoyer et à l'accompagnement des 4 MFR dans leurs activités. Ce soutien financier et technique important est porté par des salariés et des administrateurs bénévoles issus des MFR de la Région, cette action est relayée auprès des jeunes en formation lors de leurs actions de solidarité.

Les 29 MFR de la Région Bourgogne-Franche-Comté œuvrent également à **l'éducation à la citoyenneté** et à **l'ouverture au monde et aux autres**. Tous les établissements s'impliquent pour sensibiliser les jeunes, les apprentis de nos territoires ruraux à ces questions. Pour quelles raisons ? Sans tomber dans

les clichés et les caricatures, beaucoup de jeunes ont des visions déformées de l'autre, de l'étranger. Parfois la discrimination et le racisme sont bien présents. **Afin de lutter contre ces représentations, les associations MFR mettent en place quantité d'actions d'ouverture aux autres.**

Notre réseau et plusieurs MFR sont mêmes engagées dans deux projets ambitieux portés au niveau national. Le premier **« Territoires ruraux, territoires de citoyenneté mondiale »** bénéficie de co-financements de l'AFD. Ce projet permettra la mise en place d'actions de formation à destination des équipes pédagogiques et des administrateurs afin de les outiller pour mieux gérer et aborder ces problématiques sans confrontation avec les jeunes et les adultes que nous formons. Les établissements se fixent également des objectifs précis avec des actions concrètes à mettre en place à destination des apprenants, dont certaines seront co-financées par le projet.

Nous participons également au projet **« Start the change »** avec des co-financements d'Europaïd sur le thème de la migration au sens le plus large possible. Nous pourrions ainsi mettre en place des actions innovantes avec des groupes de jeunes pour aborder cette thématique, et pouvoir ainsi agir sur les représentations souvent négatives des jeunes. De plus la fédération régionale porte un autre projet ambitieux à l'aide du programme Erasmus+ mobilité de la formation professionnelle. Au total **18 MFR sont impliquées**, cette

année **plus de 275 élèves issus des territoires ruraux** sont partis en stage d'environ 3 semaines dans des entreprises européennes. Nous avons plus de 130 entreprises partenaires dans 13 pays européens. Ce projet permet également de **travailler sur les représentations, la peur de l'autre, les difficultés en anglais, et le savoir-faire professionnel**. Notre projet prend en compte également les compétences transversales développées par les jeunes au cours de leur mobilité. Nous les valorisons dans les Europass Mobilité. Pour environ 50% des jeunes, c'est la première fois qu'ils partent dans un pays étranger, qu'ils se retrouvent donc au contact direct d'autres cultures européennes. Malgré leurs craintes, ils vivent un moment unique dans leur scolarité. C'est ce qu'ils nous ont révélé le 29 Mai, lors d'une journée de partage avec ces jeunes et leurs animateurs et accompagnateurs. Madame POMPEY, grand témoin et chargée de communication pour la France à l'UNESCO a mis en lumière les ODD correspondant à cette problématique transposable quels que soient les territoires ruraux et les incidences du comportement des uns sur les autres.

Nous poursuivons nos efforts dans ce domaine afin de **proposer aux jeunes ruraux en formation la possibilité de vivre réellement une expérience de citoyenneté européenne**. ■

Contact :
fr.franche-comte@mfr.asso.fr

Echanger avec les demandeurs d'asile pour déconstruire les préjugés des lycéens

Par Emmanuelle Bensaci, cheffe de service au sein de l'association Coallia

Le **CADA de Rouvray (21)** est un **établissement médico-social** porté par l'association COALLIA qui a pour objet d'accueillir, d'héberger et d'accompagner des personnes effectuant une demande d'asile en France.

Le centre a ouvert ses portes à l'été 2016 et est doté d'une capacité d'accueil de 65 personnes. Situé dans un village de 650 habitants, il a semblé nécessaire à l'équipe de pouvoir **s'engager dans une logique d'ouverture vers l'extérieur** et de **sensibilisation aux questions internationales**. En sus des événements festifs à destination de la commune et de temps d'échanges avec les différents partenaires pour mieux faire connaître le public accueilli, nous avons construit un projet avec le lycée du Parc des Chaumes à Avallon. L'**interculturalité**, les **migrations** et la **rencontre avec l'autre** dans son altérité étaient au cœur de cette nouvelle initiative.

Ce projet a pris la forme d'un **Tandem Solidaire**, avec le soutien du Conseil Régional et de BFC International. Toute l'année les professeurs du lycée du Parc des Chaumes ont animé, en lien avec les résidents et les équipes du CADA, des **temps d'échanges**, des **débats** et des **animations** visant à mieux **comprendre et appréhender la question des migrations et de la demande d'asile**. Si l'objectif que nous avons formulé au lancement du tandem était de lutter contre la stigmatisation et le rejet de l'autre, la réalité a été tout autre.

Ces rencontres ont finalement nourri purement et simplement un **sentiment de solidarité et de proximité**. Echanger sur les habitudes, les goûts musicaux, les stars préférées et les préoccupations quotidiennes de chacun nous a permis à tous et à toutes de nous sentir semblables. Cela a permis de ce fait de **déconstruire une image dramatisée** « du réfugié ayant traversé les mers » et de pouvoir **partager des moments simples et conviviaux, d'égale à égale**.

En tant que professionnels focalisés sur la demande d'asile, la formulation du récit traumatique et l'accès aux soins psychologiques, nous ne voyons le plus souvent les personnes qu'à travers ce prisme. Or il s'est avéré primordial pour les personnes accueillies au CADA de **pouvoir disposer de lieux d'échanges où leur statut d'exilé est oublié et où l'amusement, l'art, le sport et la gastronomie sont les seuls modes de rencontres**.

Bien évidemment le tandem de cette année a permis aux lycéens de **mieux accepter la différence**, de **mieux communiquer avec leurs proches** sur la nécessité d'accueil et sur le devoir de solidarité. Mais le plus important finalement c'est que nous avons par ce biais créé des temps hors du temps, des moments où le doute, la peur et le traumatisme ont été remplacés par le dialogue, le dessin, le partage d'un repas et les rires. Des moments où les lycéens, plutôt que de nourrir leur représentation du drame de l'exil et de la crise en méditerranée, ont pu rencontrer des personnes souriantes et accueillantes. Des moments où les professionnels du CADA ont pu porter un autre regard sur le public accueilli.

Normaliser la différence, c'était finalement là tout l'enjeu. ■

Contact : emmanuelle.bensaci@coallia.org



Projet quotidien - Lycée Avallon - CADA



Les projets de coopération et de solidarité internationale : des leviers au développement des territoires ruraux ?

Par Marie-Ange Ponsard, déléguée régionale Grand-Est Bourgogne-Franche-Comté, Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé et Marie-Christine Dale, référente nationale pour la coopération internationale

Le CNEAP est la fédération des établissements agricoles privés qui compte 190 établissements répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultra-marin. Au niveau régional, les établissements sont regroupés en CNEAP-Région : c'est ainsi que le CNEAP Bourgogne-Franche-Comté rassemble 12 lycées représentant 1800 élèves de la 4^{ème} au BTS, situés principalement en milieu rural.

L'enseignement agricole dispose d'une précieuse spécificité : **une mission de coopération internationale dévolue par la loi** et qui comprend des **actions de mobilité** (notamment des stages), **d'accueil** (enseignants étrangers, volontaires internationaux, etc.) mais aussi **d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale**. Si le législateur a choisi de doter l'enseignement agricole d'une mission de coopération internationale, c'est notamment parce que celle-ci peut être **une réponse aux enjeux du développement des territoires ruraux**. Elle est un gage d'ouverture des apprenants, des cursus, des établissements et des territoires. En effet, la diversité des projets qui peuvent être mis en place permet d'inscrire établissements et territoires dans des dynamiques internationales : **jumelages, partenariats, coopérations décentralisées, partages de pratiques...**, des actions qui impliquent les établissements, les collectivités territoriales, les organisations professionnelles et qui participent ainsi pour les territoires à la mise en place de synergies « du local à l'international » (dans les secteurs professionnels, associatifs ou éducatifs), et donc à leur développement, à leur attractivité et à leur rayonnement. La mission de coopération internationale contribue par ailleurs à **former des futurs professionnels et citoyens ouverts au monde et aux grands enjeux internationaux**, capables d'enrichir les territoires de compétences nouvelles acquises lors des échanges internationaux réalisés dans le cadre de leurs cursus, de s'adapter et de travailler dans des environnements multiculturels, en phase avec les grandes évolutions. **L'insertion professionnelle des apprenants et les dynamiques d'emploi sur les territoires s'en trouvent ainsi renforcées.** ■

Contact :

marie-ange.girardot-ponsard@cneap.fr

Du Morvan à l'Afrique de l'Ouest, une affaire de fer

Par Vincent Guichard, directeur général de Bibracte EPCC



Bibracte a comme cœur de métier la promotion de l'archéologie de l'âge du Fer européen. Comment l'établissement au cœur du Parc Naturel Régional du Morvan en est-il arrivé à s'intéresser aussi au patrimoine de l'Afrique subsaharienne ?

C'est en apparence le fruit d'un hasard, mais cette ouverture à des espaces extra-européens devait advenir un jour, d'une façon ou d'une autre. C'est donc à la suite de la rencontre, lors d'un colloque organisé par l'UNESCO, avec une collaboratrice du Centre du patrimoine mondial qui nous pointait le manque de formations francophones à la gestion des sites patrimoniaux, que nous avons pris l'initiative de mettre en place en Bourgogne un pôle de formation qui dispense des formations courtes (2 semaines) sur un rythme biennal. Ce pôle, animé aujourd'hui par le Réseau des Grands Sites de France (RGSF) et basé à Bibracte (après l'avoir été à l'abbaye de Cluny), a accueilli depuis

2007 plus de cent professionnels issus de près de quarante pays. **Les sessions de formation sont l'opportunité de rencontres très fortes qui se prolongent parfois par des partenariats durables.** C'est dans ce cadre que RGSF et Bibracte accompagnent depuis 2011 les autorités du Burkina Faso dans leur projet de mise en valeur du patrimoine archéologique en relation avec la très longue histoire de la métallurgie du fer en Afrique de l'Ouest. Ce partenariat est formalisé depuis 2016 dans un **projet de coopération décentralisée soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et la Région de Bourgogne-Franche-Comté.** Ce projet s'efforce de faire travailler ensemble des acteurs qui ont souvent tendance à s'ignorer (dans ce domaine, la

situation n'est pas meilleure au sud qu'au nord...) à différentes échelles spatiales, en utilisant comme levier le caractère transversal des enjeux patrimoniaux. A cet égard, le projet permet de **tester dans un contexte très différent une expérience qui est aussi tentée en Morvan** dans le



Expérimentation de réduction de minerai de fer lors de l'inauguration de l'exposition «Un âge du Fer africain» au musée national de Ouagadougou, le 23 février 2017, en présence du ministre de la culture et du tourisme du Burkina Faso (cl. Bibracte / V. Guichard)

cadre de la démarche Grand Site de France : construire avec tous les acteurs locaux un projet de territoire qui s'appuie sur la préservation d'un paysage reconnu comme patrimonial par ses habitants. On trouve ainsi parmi les interlocuteurs africains de Bibracte : une association qui cherche à promouvoir les traditions des communautés de forgerons (Passaté), une ville (Kaya) et une autorité régionale du Burkina Faso (le Centre-Nord), le ministère de la culture et du tourisme du même pays, les chercheurs d'une des universités de Ouagadougou, des spécialistes de l'archéologie du fer et des autorités patrimoniales d'une demi-douzaine de pays alentour, des chercheurs européens, sans compter l'appui constant du ministère des Affaires étrangères et de ses postes diplomatiques. Les actions

essaient d'impliquer tous ces acteurs et de sensibiliser un large public. Citons pêle-mêle :

- **des séminaires destinés à coordonner les actions à l'échelle régionale** pour mettre en valeur le patrimoine du fer, notamment dans la perspective d'une inscription sur la liste du patrimoine mondial (le dernier, tenu au Togo en décembre 2017 a réuni une cinquantaine de participants de huit pays),

- **une exposition itinérante** présentée à Bibracte en 2016 et à Ouagadougou en 2017, en instance de départ pour Abidjan,

- **des expérimentations de consolidation de fourneaux à fer,**

- **la formation de forgerons à la fabrication d'enclumes** (outil indispensable mais peu diffusé en Afrique en raison de son coût).

Au-delà de l'enjeu spécifique du patrimoine du fer, la démarche permet des échanges fructueux sur des thématiques comme la bonne gestion des

musées ou la place du patrimoine dans les politiques publiques d'aménagement du territoire, essentielle de notre point de vue à une époque où le cadre traditionnel d'organisation des sociétés africaines, qui en assurait la cohésion, se désintègre rapidement avec l'émergence de mégapoles dont les habitants ont souvent perdu tout lien avec leur communauté d'origine. ■

Contact :

Bibracte EPCC - Centre archéologique européen - 58 370 Glux-en-Glenne
v.guichard@bibracte.fr
www.bibracte.fr
www.polepatrimoine.org
<http://burkinafaso-patrimoinemondial.com>

Le réseau des Grands Sites de France

Par Lucie Pará, chargée de mission Action internationale,
Réseau des Grands Sites de France

Le Réseau des Grands Sites de France (RGSF) est un réseau associatif qui fédère les gestionnaires de sites classés détenteurs du label du même nom, délivré par le ministère en charge de l'environnement (17 à ce jour, dont deux en Bourgogne-Franche-Comté : Bibracte et Solutré-Pouilly-Vergisson) et ceux engagés sur la voie de la labellisation (26 à ce jour, dont 3 dans la région).

Depuis 2010, RGSF conduit son action internationale à travers le **Pôle international francophone de formation et d'échanges des gestionnaires de sites patrimoniaux**, qui est piloté en partenariat avec d'autres organisations, notamment le Centre du patrimoine mondial, ICOMOS France et l'Association des Biens français du patrimoine mondial. Il bénéficie du soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Culture ainsi que de la Région Bourgogne-Franche-Comté qui le soutient depuis l'initiative en raison de son fort ancrage bourguignon.

Le Pôle offre aux professionnels francophones du monde entier un **lieu vivant d'échanges et de coopération** afin de réfléchir sur l'évolution du métier de gestionnaire de site patrimonial confronté aux problématiques de **développement durable**, de **maîtrise de la fréquentation** et du **développement touristique**, de **préservation des ressources naturelles** et de la **biodiversité**, de **participation des habitants**, de **développement de la connaissance** et de **partage des valeurs du site**.

Les modes opératoires du Pôle sont les suivants :

- L'organisation, dans le Grand Site de France de Bibracte-Mont Beuvray, de cycles biennaux de formation à la gestion intégrée des sites patrimoniaux,
- L'organisation d'ateliers de terrain à la demande de gestionnaires francophones de sites patrimoniaux,
- L'animation d'un réseau international de gestionnaires de sites francophones, dont les membres se recrutent surtout parmi les anciens stagiaires du pôle, soit environ 110 professionnels dans 35 pays,
- L'accompagnement des actions de coopération entre sites français et internationaux,
- La diffusion du savoir-faire des Grands Sites de France.

Contact :

Lucie Pará, chargée de mission Action internationale
Réseau des Grands Sites de France
luciepara@polepatrimoine.org

Pour en savoir plus :

www.polepatrimoine.org
www.grandsitedefrance.com
www.e-patrimoines.org (onglet «Grands Sites de France»)



Le monde agricole et la coopération internationale

Par Vinciane Marin, animatrice, chargée de projets, Afdi Bourgogne-Franche-Comté

Afdi (Agriculteurs Français et Développement International) Bourgogne-Franche-Comté est une **association de solidarité internationale issue du monde agricole**. Fondée par les organisations professionnelles agricoles, elle a pour objectif de soutenir les organisations paysannes au Sud (Madagascar, Cameroun et Sénégal) et de défendre l'agriculture familiale.

En France, sur le territoire de Bourgogne-Franche-Comté, Afdi a aussi une mission de **sensibilisation du monde agricole et rural aux problématiques de coopération internationale**. Comme son nom l'indique, Afdi est fondée sur le métier d'agriculteur et sur les échanges paysans. Cette identité commune du métier de paysan, qu'on soit au Nord ou au Sud, est le ciment de notre action. Des groupes de bénévoles, en grande majorité issus du monde agricole, développent des partenariats durables avec ces organisations pour les appuyer dans leur propre construction. L'objectif est de **confronter les expériences**, de réfléchir ensemble. Cette approche permet de mobiliser sur nos territoires ruraux les professionnels du monde agricole pour des missions d'échanges d'expériences, qui ont lieu plusieurs fois par an.

Ces missions s'effectuent dans les deux sens : des agriculteurs du Sud viennent en mission en France, et des agriculteurs du Nord vont en mission au Sud. A chaque

fois, ces **missions sont ciblées sur une thématique particulière** (par exemple, la filière laitière, le fonctionnement coopératif, etc.) mais elles permettent de sensibiliser de manière beaucoup plus large aux notions de coopération et de solidarité internationale.

En effet l'organisation d'une mission sur le territoire est l'occasion de **mobiliser**

est enrichissant à plusieurs points de vue : découverte d'une autre culture et d'autres façons de faire, prise de recul et évidemment ouverture d'esprit.

Ces rencontres et ces échanges peuvent être le déclencheur d'un engagement plus important : au sein de l'Afdi certes, mais aussi de manière plus large, avec la

naissance d'un projet de mobilité internationale pour un jeune, ou simplement une sensibilité et un intérêt renforcé pour les questions internationales et les enjeux de la coopération chez les agriculteurs. Cela peut se traduire par la suite par l'organisation d'une conférence-débat sur une thématique internationale en collaboration avec une OPA régionale. **Afdi est convaincu que ces échanges restent un des facteurs les plus puissants de sensibilisation à la solidarité internationale**

et à l'interculturalité. ■

Contact :

Vinciane Marin
afdibfc@afdibfc.org
03.80.48.43.27

Pour en savoir plus :

Blog: www.afdibfc.unblog.fr



Echange paysan entre jeunes agriculteurs malgaches et jurassiens

une dizaine de familles pour assurer l'accueil, d'organiser de nombreuses rencontres avec les OPA (organisation professionnelles agricoles), mais aussi de proposer, en collaboration avec les lycées agricoles ou MFR (maisons familiales rurales), **des témoignages** de nos partenaires auprès des lycéens et étudiants afin de découvrir une autre réalité et de casser quelques préjugés. Pour les professionnels agricoles qui s'engagent, cet échange avec leurs collègues africains



La campagne ALIMENTERRE : un atout pour les territoires ruraux

Par Marie Rivollet, coordinatrice de la campagne ALIMENTERRE en Bourgogne-Franche-Comté, RéCiDev

Alors que le système alimentaire de plus en plus mondialisé ne répond pas aux défis de nourrir et de préserver la planète, le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) met en œuvre le programme ALIMENTERRE. **Son ambition : l'appropriation par les consommateurs des enjeux alimentaires mondiaux** afin qu'en tant que citoyens, ils participent à la co-construction de systèmes alimentaires durables et solidaires et au droit à l'alimentation.

Relayée à travers la France par un réseau d'acteurs régionaux et locaux, cette campagne trouve son point d'orgue du **15 octobre au 30 novembre chaque année**, lors du **Festival de films ALIMENTERRE**. En 2017, lors de sa 11^e édition, environ **1500 séances** ont ainsi été organisées dans plus de **600 communes**, traitant de thèmes comme les circuits-courts, la consommation d'insectes ou encore la santé des travailleurs dans les bananeraies. **Ce festival trouve notamment un bel écho dans le milieu rural**. Une raison à cela est la proximité avec les problématiques du monde agricole, mais pas seulement. Facile à prendre en main, il peut être un **outil fédérateur et initiateur de dynamiques locales**. De nombreuses associations de villages et comités des fêtes organisent ainsi des projections-débats. Cela permet non seulement d'**animer la commune**, mais également de **rassembler les habitants autour de thématiques** qui parlent à tout le monde et d'**envisager des projets collectifs**, comme la mise en place d'une disco'soupe ou la préservation d'une zone maraîchère.

L'organisation du Festival en réseau permet de plus de **mettre en contact certains acteurs mobilisés sur des causes différentes mais complémentaires**, qui n'auraient pas nécessairement envisagé de collaboration sans cela. Les avantages sont ici de **renforcer la qualité des événements** par l'association de leurs compétences respectives, mais aussi de **mutualiser les moyens techniques** et d'**harmoniser les agendas événementiels locaux** proposés au public. Cette fédération des acteurs est d'ailleurs renforcée par des partenariats initiés au niveau national, entre associations faîtières. Celles-ci mobilisent leurs antennes ou membres au niveau local, les encourageant à organiser ou co-organiser des événements ou tout simplement à se rendre disponibles comme intervenant potentiel. C'est le cas par exemple du réseau Biocoop, très mobilisé sur le Festival de films.

L'inscription de ces projections-débats dans le cadre d'une campagne d'envergure nationale a aussi l'atout non négligeable de **faire bénéficier à des structures modestes de grands moyens**. Ainsi le CFSI organise chaque année la venue de partenaires internationaux, qui sillonnent ensuite la France de projection en projection pour témoigner de leur réalité. Si ces invités s'arrêtent généralement dans les grandes agglomérations, leur circuit les amène également en milieu rural, où leur présence est toujours fort appréciée.

Enfin, l'implication des acteurs ruraux dans le Festival permet de **faire connaître des expériences et pratiques innovantes**, qui sont ensuite partagées via les différents outils de la campagne. Elles alimentent ainsi les réflexions d'autres acteurs, en France ou à l'international. **C'est là même toute la richesse des campagnes citoyennes.**

Contact :

Marie Rivollet, animatrice et coordinatrice, RéCiDev
marie.rivollet@recidev.org
03.81.41.05.87



LA CAMPAGNE ALIMENTERRE 2017 EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



UN FESTIVAL DE FILMS

18 nouvelles structures organisatrices
89 projections-débats, dont **34** en milieu scolaire

UN MARCHÉ FESTIF

Organisé sur 2 jours
Plus de **30** acteurs mobilisés
2500 visiteurs
300 personnes sensibilisées dont **80** jeunes

DES ANIMATIONS

Toute l'année dans les établissements et en dehors
270 jeunes hors cadre scolaire
Près de **850** personnes lors d'événements grand public



Femin'Art ou l'expression des femmes dans l'espace public

Par Chantal Tramoy, coordinatrice du programme, Foyer Rural de Grand Secteur Clunisois

Une coopération européenne entre femmes de milieux ruraux vivant en France, en Hongrie et en Lituanie.

Fémin'Art est un programme européen mis en place par des femmes des territoires ruraux pour s'interroger sur la prise de parole dans l'espace public, ses conditions et ses exigences. Se déroulant sur 30 mois, le programme financé dans le cadre d'Erasmus a été porté par le Foyer Rural de Grand Secteur Clunisois en Bourgogne.

Trois régions européennes ont participé à la démarche : La région de Ukmergė en Lituanie, la région de Martfu en Hongrie et la France où trois groupes sont constitués en Bourgogne, en Poitou-Charentes et en Lorraine. Si les groupes de Hongrie et de Lituanie s'enracinent dans l'histoire des centres culturels des villes participantes (Martfu et Ukmergė), **en France, ils s'enracinent au sein du mouvement d'éducation populaire des Foyers ruraux.**

Accompagné par des artistes professionnels, ce projet s'appuie sur la conviction des trois organisations culturelles engagées dans ce projet. **Les femmes doivent prendre la parole dans l'espace public pour apporter et suggérer des alternatives aux problèmes sociétaux posés aujourd'hui dans le monde.** Des processus d'éducation mis en résonance avec différents pays européens et donc différentes cultures peuvent **faire émerger de nouveaux modes pédagogiques adaptés aux adultes** et prenant en compte leurs expériences et leurs compétences. L'innovation repose sur la capacité qu'auront ces femmes à prendre en charge et à déterminer les thèmes de leur réflexion. Par une mise en mouvement collective **elles vont produire un savoir qui sera confronté à différentes cultures européennes** et qui aura adapté ses critères d'analyse en fonction des regards croisés provoqués par ces échanges européens. L'innovation du projet s'appuiera également sur les **méthodes pédagogiques proposées** qui placent l'art au cœur d'un processus

de mobilisation, de communication, d'expression et donc d'éducation.

Il ne s'agit pas de reposer les questions de la légitimité des femmes à s'engager mais d'affirmer leur détermination à entraîner un véritable mouvement qui interrogera leur appartenance à un territoire, leurs capacités à dire et à proposer de nouvelles façons d'agir. Par la mise en place d'un processus pédagogique artistique elles pourront **faire un bilan de leurs propres connaissances et développer de la reconnaissance.** Leurs expériences alimenteront le programme.

150 femmes représentant 3 pays seront inscrites dans ce processus pédagogique.

Les séminaires internationaux viendront nourrir la démarche qui sera rendue lisible par la production d'une exposition européenne, de supports audiovisuels et l'édition de recueil d'autobiographies, et d'histoires de vies collectives.



DE LA PAROLE POÉTIQUE À LA PAROLE POLITIQUE

Le processus artistique proposé au niveau européen a permis de libérer des paroles : **la parole sensible** libérée par la parole artistique (arts plastiques, écriture), **la parole intime** qui a permis à chacune de s'interroger sur les territoires qu'elle a exploré (territoires intimes, territoires géographiques, territoires d'engagements...), **la parole secrète**, celle qui ne se révèle que dans la confiance et dans la confiance, **la parole qui souligne les traces et les empreintes que l'on veut laisser, les paroles ordinaires** qui parlent au quotidien mais qui retracent les différentes époques et qui s'inscrivent dans la mémoire collective, et enfin, **les paroles**

militantes qui retracent l'émancipation des femmes.

La dimension européenne et l'expression des différentes cultures ont nourri en permanence ce travail. Cette expérience de coopération s'inscrit dans un rapport où **les échanges culturels développent une véritable « pédagogie du détour »** qui repose sur le partage des savoir-être, des savoir-faire. L'effet miroir proposé dans le programme vise la transformation sociale.

UNE EXPOSITION POUR TÉMOIGNER ET PRENDRE LA PAROLE

Fémin'Art ou comment engager la parole des femmes ? Cette exposition est une invitation à réinterroger les conditions de la prise de parole des femmes, pour que celles-ci restent sincères et porteuses de nouveaux modèles.

Avec générosité, elles se sont livrées à un exercice difficile, celui de la rencontre, de l'échange, de l'intégrité et de la sensibilité. **Sans mots mais uniquement par le prisme de la création plastique**, elles disent leur mystère et leur rapport à l'intime avec leur environnement.

Le programme Fémin'Art est une aventure artistique collective, une exploration partagée au-delà des frontières, une expérience sensible et poétique de l'espace privé à l'espace public, une invitation à découvrir un cheminement. Une démarche d'éducation où « la mobilité » encouragée par les partenaires institutionnels français et européens dépasse la mobilité géographique en abordant les notions de mobilités intellectuelles ayant de fortes répercussions sur les mobilités sociales. ■

Contact :

Foyer Rural de Grand Secteur Clunisois
Quai de la Gare, La Petite Vitesse
71250 Cluny
frgs@wanadoo.fr
06.87.36.53.58
www.fdf71.org/Clunisois

La coopération avec le Burkina Faso sur le territoire de l'Autunois en Saône-et-Loire

Par Carole Mongouachon, directrice du centre intercommunal
d'action sociale du Grand Autunois Morvan

La coopération décentralisée engagée sur le territoire Autunois est relativement récente. Elle a été mise en place suite à la rencontre d'un ancien élève du Lycée militaire d'Autun Maire de sa commune (Ouéléni) dans le sud ouest du Burkina Faso et de l'ancien Président de la Communauté de Communes du Grand Autunois Morvan (CCGAM).

Différents évènements politiques ont sensiblement modifié les paramètres de notre coopération. Depuis deux années, nous avons renforcé notre partenariat avec Bourgogne-Franche-Comté International. Nous avons ainsi pu **mieux comprendre les arcanes du parcours de demandes de subventions auprès des financeurs** et commencer un rapprochement très compliqué dans le contexte local avec la commune de Ouéléni. Celui-ci vient d'aboutir très récemment. **Cette coopération comme toute action avec des pays en voie de développement nous semble indispensable dans le contexte actuel de migrations** dues aussi bien aux problèmes environnementaux qui ne peuvent que s'accélérer, qu'aux contextes politiques engendrant des situations d'exode pour les populations des pays concernés.

Actuellement, les échanges avec les pays du sud sont complexes à mettre en œuvre notamment dans des territoires plutôt ruraux confrontés eux aussi à des problèmes d'abandon, voire d'isolement dus à l'éloignement de plus en plus important des services publics, et aux difficultés financières des collectivités dans leur ensemble. La vision comptable de la gestion locale a pris le pas, par obligation, sur la vision prospective à moyen et long terme. Dans ce contexte, les messages sont moins facilement audibles et **les personnes impliquées dans les actions extérieures doivent faire preuve d'une énergie importante** qu'ils pourraient consacrer plus utilement à d'autres objectifs. Pourtant, même si les interventions des collectivités françaises restent importantes, l'Etat s'est donné pour objectif de développer ces partenariats, les retours mériteraient de progresser dans les domaines pour lesquels ces pays peuvent nous apporter de réelles leçons et une meilleure perception de la gestion des ressources et notamment de l'eau, du respect et de l'accueil de l'autre, du lien intergénérationnel, de la culture etc. **Cette situation est, dans une certaine mesure, en opposition avec l'implication du milieu associatif rural qui a bien perçu l'intérêt de ces collaborations.** En janvier, nous avons été très surpris de voir environ 70 personnes présentes à une rencontre sur ce thème alors que nous pensions en avoir une vingtaine.

Les acteurs des interventions de coopération actuelles ont tout intérêt à se regrouper, échanger les bonnes pratiques, nouer des liens formels et informels afin d'être en mesure d'optimiser leurs actions.

Enfin, et concernant les collectivités territoriales, les techniciens en charge de l'action extérieure doivent impérativement être dans une **logique de méthodologie de projet**, extrêmement motivés par cette problématique et disposer d'une persévérance à toute épreuve pour arriver à concrétiser les actions envisagées. ■

Contact :

carole.mongouachon@grandautunoismorvan.fr.



La 11^{ème} Fête de l'Afrique s'est déroulée le 30 juin à Autun avec l'appui de BFC International et la mobilisation de nombreux acteurs du territoire

8 jeunes nigériens se forment aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration à Chagny - 71

Par Denise Bousquet, présidente de l'association APPUIS

En octobre 2017, huit jeunes nigériens et nigériennes (4 filles et 4 garçons) ont courageusement débarqué à Chalon-sur-Saône pour suivre un an de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration.

Inscrits à l'école Prom'hôte à Chagny en Saône-et-Loire, ils ont appris les métiers de service en restauration, de cuisinier, boulanger/pâtissier et agent d'hôtellerie. Encadrés par une équipe d'enseignants et d'enseignantes particulièrement à leur écoute, ils ont pu acquérir les savoirs et les savoir-faire nécessaires à leur futur métier. Du lundi au vendredi, ils ont vécu en internat (dans l'enceinte de l'école) et ont tous été accueillis les weekend par les familles de parrains et de marraines de l'association APPUIS, basée à Virey-le-Grand et engagée depuis plusieurs années dans le domaine de l'éducation et de la formation au Niger. En effet, ces **8 jeunes issus de familles particulièrement défavorisées ont été accompagnés tout au long de leur scolarité** par cette association ainsi que par la fondation YARA et l'association nigérienne Wa Himma Dan.

Intégrés dans un programme de parrainages, ces jeunes ont choisi de suivre une formation professionnelle pour entrer plus rapidement sur le marché du travail. Peu de formations à ces métiers existent à Niamey, et face aux besoins énormes de compétences dans ce domaine au Niger (notamment dans la perspective de l'organisation de la future rencontre de l'Union Africaine en 2019), Monsieur Le Consul de France à Niamey a soutenu et encouragé les deux associations dans ce projet d'accueil en Bourgogne-Franche-Comté. **Convaincus par cette démarche pleinement ancrée dans une dynamique de coopération, la Région Bourgogne-Franche-Comté et le SCAC (Service de Coopération et d'Action Culturelle) de l'Ambassade de France ont financé la formation.** Les frais d'hébergement et de restauration le seront par les associations elles-mêmes.

Alors, quel est le premier bilan ? Souvent donnés en exemple par leurs enseignants pour leur courage face au travail et leur attitude toujours respectueuse, ils viennent tous de décrocher brillamment leur diplôme. Même si chacun a déjà suivi deux stages de cinq semaines en entreprise, le temps de la mise en pratique des compétences acquises est maintenant arrivé. Pour certains, ce sera un travail de quelques mois en CDD au sein des restaurants où ils ont réalisé leurs stages, pour d'autres ce sera dans de nouvelles entreprises, et pour d'autres encore dans des formations complémentaires en alternance afin de se perfectionner sur le terrain avant un retour programmé au mois d'octobre 2018. **Quant à l'avenir, peut-être verra-t-il l'ouverture d'une future école de formation dans les métiers de la restauration et de l'hôtellerie à Niamey, avec des enseignants nigériens bien formés.** ■



Ci-dessus (de g. à d.), en haut : Nisrine ZAIBI, Conseillère régionale déléguée à la Fabrique à projets, les jeunes nigériens en formation, Olivier DOCHEZ, directeur de Prom'Hôte Bourgogne, Hicham BOUJLILAT, Conseiller régional aux mutations économiques et Président de BFC International. En bas : Émilie CASTEL, chargée de mission à la Région Bourgogne-Franche-Comté et Ousmane SYLL, directeur de BFC International





Alexandre Tsamalashvili, trésorier et Marie-Claire Orset, présidente de l'association Imédi Handicap devant le futur centre d'accueil à Shuakhévi en Géorgie

7 questions

à
Marie-Claire Orset,
présidente de l'association
Imédi Handicap

Le minibus de l'espoir : Une campagne de financement participatif réussie !

Marie-Claire Orset, présidente de l'association Imédi Handicap s'est lancée, avec le soutien de son équipe, dans une campagne de financement participatif sur ULULE pour financer son projet de transport de matériel à destination des enfants en situation de handicap en Géorgie. Elle nous raconte cette aventure.

Pouvez-vous présenter votre travail au sein de votre association Imédi Handicap ?

Mon travail auprès des enfants, dont certains très « différents » des normes établies, a été déterminant dans mon approche du handicap. Quand je suis revenue de Géorgie en 2014, après avoir côtoyé des psychologues et ayant pris conscience des conditions de prise en charge des enfants en situation de handicap dans ce pays, j'ai su qu'il fallait agir pour eux et avec eux. Nous avons créé l'association « Imédi Handicap » avec pour objectif principal **de favoriser et de développer toutes les méthodes connues permettant d'améliorer la vie des personnes en situation de handicap en Géorgie**. C'est ainsi que nous avons commencé dans la région d'Adjarie, où les difficultés étaient énormes (pas de place dans les écoles, pas de centres d'accueil) ; puis nous avons découvert la situation encore plus dramatique dans les montagnes, raison pour laquelle nous travaillons dans le district reculé de Shuakhévi.

Quel était votre projet, dans le cadre duquel vous avez lancé une campagne de financement participatif en février dernier ?

Nous avons obtenu des subventions de la Ville de Besançon et du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, et pour nos actions, nous cherchions un véhicule, si possible équipé handicap. En octobre dernier, la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon nous a fait ce don inespéré d'un minibus handicap réformé. Nous pouvions donc partir en Géorgie avec le matériel que nous récoltons depuis 2 ans. Mais... Ces frais n'avaient pas été inscrits dans nos demandes de subvention, et il nous manquait les finances pour ces transports France-Géorgie, raison de notre campagne sur la plateforme ULULE.

Pourquoi avoir eu recours à une campagne de financement participatif ?

Nous connaissions déjà ce principe du financement participatif - j'ai moi-même déjà soutenu des projets - et nous étions bien documentés grâce à ma participation à une enquête du CERCOOP F-C (aujourd'hui BFC International) sur ce sujet en 2015. **Ce financement participatif, nous y pensions depuis longtemps, et le don du minibus a été l'évènement idéal pour nous lancer dans cette action.**

Vous avez atteint votre objectif, et même plus encore ! Quelles étaient vos attentes de départ ? Avez-vous rencontré des difficultés ?

Nous avons atteint l'objectif fixé d'un commun accord après un entretien dans vos bureaux avec Charlotte Craitmet, chargée de mission Communication à BFC International, qui nous a judicieusement conseillé de revoir à la baisse notre demande financière. Sans son intervention, notre demande aurait été très risquée ! En effet, nous voulions obtenir les fonds nécessaires pour couvrir les 2 voyages prévus. Nous avons finalement un peu plus que le nécessaire pour le 1^{er} voyage ; après, nous allons nous organiser pour couvrir financièrement le 2^e trajet. Des difficultés ? Oui, bien sûr ! La crainte de ne pas atteindre l'objectif, au milieu de la période de financement, quand on ne sait plus à quelles portes frapper pour toucher d'autres contributeurs. Oui aussi, quand on se sent épuisé, et que rien ne bouge, le compteur reste désespérément fixe... car trouver de nouveaux débouchés est très, très difficile !

Conseilleriez-vous à d'autres associations la recherche de financements par ce biais ? Pourquoi ?

Oui, bien sûr, c'est une très bonne méthode, parce que c'est participatif, coopératif, tous les participants se serrent les coudes. De plus, on découvre des personnes qui ont des choses à partager avec notre projet, on tisse des liens. Nous avons plus de 80 participants à notre projet, certains sont des inconnus, d'autres sont devenus des personnes ressources pour l'association, **c'est incroyable comme l'horizon s'élargit après la campagne de financement !**

Si vous deviez donner un conseil à une association qui souhaiterait se lancer dans une campagne de financement participatif :

La préparation ! **Il est très important de préparer les adhérents et l'entourage individuel de chacun**, afin de répartir la transmission de la campagne de financement, et de propulser très, très loin, cette information. La construction d'un réseau très large est importante ; il faut garder en tête que très peu de personnes contactées répondront.

Avez-vous d'autres projets en perspective ?

Oui, bien sûr ! Mais premièrement, nous devons terminer ce qui est commencé. Nous avons signé en 2017 un mémorandum avec les autorités de Shuakhévi ; nous avons pris des engagements pour 5 ans. Mais lorsque le centre d'accueil fonctionnera, notre présence sera plus légère et nous pourrions envisager de renouveler ce travail dans un autre district de Géorgie qui serait demandeur. **Cette expérience doit être utile et constructive pour d'autres ! ■**

Contact : imedi.handicap@gmail.com
https://imedi-handicap.jimdo.com

COLLÈGE 1 : COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET REGROUPEMENTS (7)

Région de Bourgogne-Franche-Comté

Titulaire : M. Hicham BOUJLILAT, Président - Conseiller régional délégué aux mutations économiques

Suppléant : M. Patrick AYACHE, Vice-Président délégué à l'action européenne et internationale, au contrat de plan, à l'attractivité, au tourisme et à l'export

Conseil départemental du Jura

Titulaire : Mme Christine RIOTTE, Vice-Présidente déléguée aux politiques territoriales et aux contractualisations

Suppléant : M. Franck DAVID, Vice-président en charge de l'Agriculture, du LDA, de l'Energie, des Espaces naturels sensibles et des Véloroutes

Pays de Montbéliard Agglomération (PMA)

Titulaire : M. Nicolas PACQUOT, Conseiller délégué de Pays Montbéliard Agglomération

Suppléante : Mme Martine VOIDEY, Vice-présidente en charge des espaces naturels, des énergies renouvelables et du plan climat air énergie territoriale au sein de la commission «Eau, Assainissement et Environnement»

Communauté de communes du Grand-Autunois-Morvan

Titulaire : M. Gilbert DARROUX, Adjoint au Maire délégué à la Politique de la Ville, de la Gestion urbaine de proximité, de la Prévention spécialisée, de l'accès à l'Emploi et de l'Action extérieure de la Collectivité

Suppléante : Mme Carole MANGOUACHON, Directrice du Centre Intercommunal d'action sociale du Grand Autunois Morvan

Ville de Dijon

Titulaire : Mme Sladana ZIVKOVIC, Vice-présidente - Adjointe au Maire déléguée aux relations internationales et aux relations extérieures

Suppléant : M. Hyacinthe DIOUF, Conseiller municipal délégué à la veille urbaine

Ville de Belfort

Titulaire : Mme Delphine MENTRE, Secrétaire Générale - Adjointe au Maire déléguée à la communication, aux consultations citoyennes, aux jumelages, aux relations internationales et aux grands événements

Ville de Besançon

Titulaire : M. Rémi STHAL, Trésorier - Conseiller municipal délégué à la coopération décentralisée

Suppléant : M. Thibaut BIZE, Adjoint au Maire délégué aux Relations Internationales, à la Coopération décentralisée et aux jumelages

COLLÈGE 2 : PARTENAIRES INSTITUTIONNELS (5)

Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM)

Titulaire : Mme Heather COOPER, Directrice des Relations Internationales

Suppléante : Mme Hélène BEHAGUE, Chargée de mission Culture

Université de Franche-Comté (UFC)

Titulaire et suppléant : à venir

Rectorat de l'Académie de Dijon

Titulaire : Mme Catherine COURT-MAURICE, Déléguée académique aux relations européennes, internationales et à la coopération

Rectorat de l'Académie de Besançon

Titulaire : M. Jean-François CHANET, Recteur de la région académique Bourgogne-Franche-Comté - Recteur de l'académie de Besançon

Suppléante : Mme Natacha LANAUD-LECOMTE, Déléguée académique aux relations européennes, internationales et à la coopération

Lycée Hilaire de Chardonnet

Titulaire : Mme Denise BOUSQUET, Vice-présidente - Enseignante, responsable de l'enseignement ECSI

Suppléant : M. Bernard POIRIÉ, Proviseur

COLLÈGE 3 : ASSOCIATIONS (10)

Association Malienne de Dijon (AMD)

Titulaire : M. Issa DIAWARA, Adjoint aux relations extérieures

CCFD Terre-Solidaire Bourgogne-Franche-Comté

Titulaire : M. Pascal MAURANNE, Délégué au Festival des Solidarités - Référent plaidoyer pour la Région Bourgogne-Franche-Comté

Électriciens Sans Frontières - Délégation de Bourgogne-Franche-Comté

Titulaire : M. Philip FITZPATRICK, Correspondant communication et partenariats

Association Internationale pour le Développement Rural en Afrique (AIDRA)

Titulaire : M. Gaël BISSOUÉ EMANE, Président de l'AIDRA

Suppléant : M. Hermann OYINGHA MITOULEH, Chargé de communication

Creusot Bourgogne Solidarité Sahel Niger (CBSSN)

Titulaire : M. Alain BARRIER, Délégué au groupe Niger - Président de CBSSN

Suppléant : M. Michel NIEF

Peuples Solidaires Jura

Titulaire : M. Jean-Paul SORNAY, Président de Peuples Solidaires Jura

Suppléante : Mme Liliane DECHANCE

Association Pour Promouvoir et Unifier les Initiatives Solidaires (APPUIS)

Titulaire : M. Rachid BENSACI, Vice-président et Délégué à la vie associative

Association des Burkinabè de Bourgogne

Titulaire : Mme Jocelyne HERBERT, Secrétaire générale adjointe - Présidente de l'Association des Burkinabè de Bourgogne

Suppléante : Mme Aurore THIOMBIANO-BRASSIER

Réseau Citoyenneté Développement (RéCiDev)

Titulaire : M. Patrice BERNARD, Président de RéCiDev

Suppléante : Mme Pierrette BOURNEZ, administratrice

AFDI Bourgogne-Franche-Comté

Titulaire : M. Bernard PERRIN, Trésorier adjoint et délégué à l'agriculture et à la souveraineté alimentaire, administrateur de l'AFDI

Suppléant : M. Gérard GUICHARD, membre de l'AFDI

COLLÈGE 4 : ACTEURS ÉCONOMIQUES (1)

Ecopotamie

Titulaire : Mme Sarah HASSAN, Fondatrice et chargée de projet

L'équipe technique

Ousmane SYLL - Directeur (Besançon)
Courriel : ousmane.syll@bfc-international.org
Téléphone : 03 81 66 52 49 / 06 98 80 52 49



Benjamin LÉGER - Directeur adjoint (Dijon)
Courriel : benjamin.leger@bfc-international.org
Téléphone : 09 83 20 12 03 / 06 98 21 21 71



Eléa BARDEAU - Chargée de mission (Besançon)
Courriel : elea.bardeau@bfc-international.org
Téléphone : 03 81 66 52 38 / 06 52 26 43 29



Agathe PROCAR - Chargée de mission (Dijon)
Courriel : agathe.procar@bfc-international.org
Téléphone : 09 83 20 12 03 / 06 01 81 62 39



Charlotte CRAIMET - Chargée de mission (Besançon)
Courriel : charlotte.craimet@bfc-international.org
Téléphone : 03 81 66 52 38



Adèle BRESSON - Engagée en service civique (Dijon)
Courriel : adele.bresson@bfc-international.org
Téléphone : 09 83 20 12 03



Coline ROCHE - Engagée en service civique (Dijon)
Courriel : coline.roche@bfc-international.org
Téléphone : 09 83 20 12 03



Pauline DEYME - Chargée de mission
délégée par l'académie de Dijon (Dijon)
Courriel : tandems.solidaires@bfc-international.org



Laure GIRON - Chargée de mission
délégée par l'académie de Besançon (Besançon)
Courriel : tandems.solidaires@bfc-international.org
Téléphone : 06 26 96 88 18



Giftly NARH-GUIELLA - Coordinatrice du projet COPRA
au Burkina Faso
Agence Corade (Ouagadougou)
Courriel : giftly.guiella@corade.org
Téléphone : +226 70 30 86 30 / 50 36 31 55



INTERFACES N°2- AOÛT 2018

Périodique de Bourgogne-Franche-Comté
International

Directeur de publication

Hicham BOUJILAT

Comité de rédaction

Ousmane SYLL, Benjamin LÉGER, Eléa BARDEAU,
Agathe PROCAR, Charlotte CRAIMET, Adèle
BRESSON, Coline ROCHE.

Coordination et création graphique

Charlotte CRAIMET

Imprimeur

SIMON Graphic, ZI Noirichaud - 25290 Ornans

Numéro tiré à 350 exemplaires sur papier recyclé.

ISSN : 2609-2778

Avec la participation de :

Emmanuelle BENSACI, Denise BOUSQUET, Marie-
Christine DALE, Vincent GUICHARD, Vinciane MARIN,
Jean-Yves METIN, Carole MONGOUACHON, Marie-
Claire ORSET, Lucie PARA, Marie-Ange PONSARD,
Christine RIOTTE, Marie RIVOLLET, Chantal TRAMOY.

Crédits photos : Shutterstock, Marie-Claire Orset.

Les points de vue défendus dans cette lettre
n'engagent que leurs auteur-e-s.

Contacts

Site de Besançon - Siège social : Arsenal - Bât. Q -
Place Saint-Jacques - BP 16163 - 25014 Besançon
cedex - Tel : 03 81 66 52 38

Site de Dijon : Maison des associations - 2 rue des
Corroyeurs - Bureau 320 - BP H15 - 21068 Dijon
cedex - Tel : 09 83 20 12 03

Courriel : contact@bfc-international.org

Sites internet : www.bfc-international.org
www.bfc-burkina.org
www.enseignement-ecsi.fr

Suivez-nous aussi sur :



109

ASSOCIATIONS :

[A] Action contre les violences faites à la femme et promotion du genre, AFRANE (Comité bourguignon d'amitié franco-afghane), Afrik'au cœur, Afriq'Energies, Afrique 70, AGIR Solidarité F-C, Agriculteurs Français et Développement International (AFDI), Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières - Bourgogne (AVSF), Aide aux enfants de la Francophonie, Aide et Action 21, AMADÉA F-C, ANAJA, Arco Iris Pérou, Association Art Tourisme et Développement (ARTOUDE), Association de Coopération Bourgogne Burkina Faso (BOFA), Association des Burkinabè de Bourgogne (ABB), Association Dijonnaise Pour l'Action Humanitaire (ADAH), Association Internationale pour le Développement Rural en Afrique (AIDRA), Association Jeunes Citoyens 70 (AJC 70), Association Malienne de Dijon (AMD), Association pour la Promotion de l'Enseignement Catholique Technique (CFA ASPECT), Association pour la Promotion des Arts (APA), Association pour le Développement de Ganguel Soulé (ADG), Association Pour Promouvoir et Unifier des Initiatives Solidaires (APPUIS), Association Toulonnaise d'Aide au Cercle d'Anderamboukane (ATACAM) [B] Besançon-Douroula, Bourgogne Mali - Bibliothèques du Sahel, Bourgogne Solidarité Sahel 21 (BSS) [C] Casol 70, Comité d'Aide aux Lépreux d'Antalaha (CALA France), Calao 39, CCFD Terre Solidaire 90, CCFD Terre Solidaire 39, CCFD Terre Solidaire 25, CCFD Terre Solidaire 70, CCFD Terre Solidaire 71, CCFD Terre Solidaire 89, Centrafrique Sans Frontières, Cercle des Apprenants Solidaires 70 (CASOL), Chakana, Cinécyclo, Club Solidarité du Lycée Hilaire de Chardonnet, Club Unesco Dijon, Collectif chalonnais pour la solidarité internationale, Comité de jumelage du Canton d'Arbois, Comité de jumelage Coopération de Quetigny-Koulikouro-Bous, Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé BFC (CNEAP), Coumba Ka, Creusot Bourgogne Solidarité Sahel Niger [D] Diin-Lama France, Doubs-Besançon-Samogohiri [E] Eau Pied des Collines au Bénin, Eau Soleil Franche-Comté, Électriciens Sans Frontières BFC (ESF), Elikya Na Biso «Notre espoir», Euphorbe En Illabakan [F] Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales de F-C (FRMFR), Franche-Comté Boussole, Franche-Sylvanie [G] Grandir au Sénégal, Groupement des éducateurs Sans Frontières (GREF Grand-Est) [I] Imédi Handicap, Ingénieurs Sans Frontières Besançon, Institut régional Supérieur du Travail éducatif et Social (IRTESS) [J] Jaga Taga Lalun, Jumelage Et Rencontres pour l'Entraide Médicale Internationale (JEREMI), Joigny Baobab [K] Kifraganibasawa [L] LACIM Le Creusot, LACIM du Senonais, La Croix du Sud, Lagm Taaba, La Pépinière Culturelle, La Poulie, La Teranga de Dijon, Léo Lagrange Centre-Est 21, Léo Lagrange Centre-Est 25, Les Enfants du Oualo, Les Invités au Festin, Les Petits Débrouillards F-C, Ligue de l'Enseignement-FOL 25, Lycée Carnot [M] Maison des Jumelages et de la Francophonie - Auxerre, Médecins d'Afrique, Mieux vivre au Ferlo, Miroirs de Femmes [N] Nous Intervenons Ensemble Pour Ces Enfants du désert (NIEPCE Solidarité Maroc), Nièvre sans frontière [O] Osez le Féminisme 39 !, OXFAM France - Délégation de Côte d'Or [P] Palestine-Amitié, Peuples Solidaires Givry, Peuples Solidaires Jura, Pour Oublier la Misère (POM) [R] Réseau Citoyenneté Développement (RéCiDev), Réseau des Grands Sites de France [S] Secours Catholique Bourgogne, Solidarité Agboville Côte d'Ivoire (SACI), Solidarité Burkina, Solidarité Enfance Cameroun (SOLENCA), Solidarité Pérou, SOS Refoulement [T] Terre des Hommes France-Doubs [U] Un Pont pour Un Puits, Unis-Cités Bourgogne, United Schools [V] Vesoul Sans Frontières, Village d'Asie, Voir au Togo.

12

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET REGROUPEMENTS :

Région Bourgogne-Franche-Comté, Département du Jura, Département du Territoire de Belfort, Pays de Montbéliard Agglomération, Communauté de Communes du Grand Autunois Morvan, Ville d'Auxerre, Ville de Belfort, Ville de Besançon, Ville de Dijon, Ville de Longvic, Bibracte EPCC, La Cité du Mot EPCC.

6

INSTITUTIONS :

Rectorat de l'académie de Dijon, Rectorat de l'académie de Besançon, Université de Franche-Comté (UFC), Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), Lycée Hilaire de Chardonnet, Lycée Carnot.

1

ACTEUR ÉCONOMIQUE :

Ecopotamie

Pensez à adhérer ou à renouveler votre adhésion pour participer activement à une dynamique régionale de coopération internationale et de citoyenneté !

